

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 39

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

Vague de répression en Irak

Alors que les forces d'occupation se félicitent de leur succès dans «la démocratisation de l'Irak» une vague de répression est en train de s'abattre sur la gauche communiste irakienne. Deux militants du Parti Communiste Ouvrier Irakien ont été pris en otage le 7 Décembre au matin. Le 15 Décembre c'est le local de ce parti qui a été incendié à Nassiriyah suite à une manifestation organisée par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak qui siège à l'assemblée nationale et dispose de plusieurs ministres. Le chef de la police locale, membre de ce parti participait activement à cette agression.

Irak: Des hôpitaux sous le feu de la coalition?

Il semblerait que dans la province agitée d'Al Aribar deux hôpitaux de Ramadi (ville à 110 kilomètres à l'Ouest de Bagdad) seraient les cibles régulières des attaques américaines, selon les docteurs de cet hôpital: «Les soldats américains défoncent les portes, fouillent dans nos dossiers et vont jusqu'à arrêter le personnel médical. Ils ne respectent aucune loi...» Souhaitons que la presse puisse aller enquêter sur place et qu'une information objective parvienne à l'opinion publique mondiale

Rencontre PS-PCF

La rencontre PS-PCF du Mardi 20 janvier a fait l'objet d'une communication contradictoire de la part de ces deux organisations. Jean François GAU au nom de la direction du PCF vient de rendre public un communiqué très explicite sur leurs différents :

« François REBSANEM vient d'annoncer que la rencontre envisagée en janvier ne serait pas ouverte à l'ensemble des formations de gauche... Si tel devait être l'objectif d'une telle rencontre elle n'aurait tout simplement pas lieu d'être...»

EDITO: Dette publique, mémoire courte et ...

Très curieuse est la chronique de Eric Le Boucher dans Le Monde du 5 Ddécembre 2005 parue sous le titre «Dette, pédagogie et mensonges».

Un graphique incontestable vient éclairer cette chronique et montre un «doublement de la dette» entre 1991 et 2006, dette qui de 1991 à 1997 passe de 35 % du PIB à plus de 55%. Or, le lecteur, malgré que la chronique occupe un tiers de page n'aura pas droit à la moindre esquisse de réponse à la question qui jaillit du graphique: «Mais pourquoi un endettement si important? Qu'est ce qui c'est passé durant toutes ces années-là?».

La réponse gêne -t- elle à ce point là ce journaliste pour qu'il évite soigneusement de nous la proposer?

Il est de plus en plus admis que c'est une conséquence directe de la politique, abusivement, dénommée du «franc fort» tant vantée par la droite et la majorité du PS de l'époque.

Mais citons un autre chroniqueur du Monde, économiste, Jean- Paul FITOUSSI: «La politique de l'impuissance », page 48, Edition Arléa: «On ne dira jamais à quel point cette période fut néfaste à la préparation de l'avenir. D'abord des taux d'intérêt aussi élevés ne pouvaient qu'étouffer la croissance et accroître le chômage ; de 1991 à 1996, le chômage allait connaître sa plus forte augmentation depuis la seconde guerre mondiale, jusqu'à atteindre le taux considérable de 12,7% en 1997, alors que la croissance, elle, connaîtrait l'anémie la plus longue (de six à sept ans) depuis la dernière guerre.

En conséquence, la dette publique ne pouvait que s'aggraver sous le double effet de la perte de recettes fiscales et de la montée du service de la dette. C'est aussi au cours de cette période que la dette allait connaître sa plus forte augmentation de 35% du PIB au début des années 90, à 65% en 1997. On mène grand bruit aujourd'hui, autour du niveau insoutenable qu'aurait atteint la dette publique: mille milliards d'euros.

Mais d'avoir la mémoire courte semble arranger tout le monde, y compris les autorités monétaires actuelles (la Banque Centrale Européenne) qui reprochent avec cynisme aux gouvernements leur démagogie dépensière! On accuse les autorités politiques de leur impéritie, mais jamais les autorités monétaires de leur incompétence! Car c'est paré d'une pseudo-virtu monétaire que l'on a porté durant cette période (1990-1997) un mauvais coup aux générations futures»

Alors Monsieur Eric Le Boucher, dette, pédagogie, mémoire courte et, ... mensonge par omission!

La dette c'est JC Trichet et P. Bèregovoy. Bien joué Monsieur Th. Breton; ainsi le PS à moins de désavouer ses prédécesseurs, peut se croire obligé de se taire sur ce sujet, à moins que pour une fois on se risque à un inventaire objectif.

Et pourtant le non-investissement durant cette période est l'une des causes du sous emploi actuel et de la stagnation complète de l'industrie.

La gauche Républicaine et d'autres organisations de gauche se sont toujours battues contre la politique du franc fort. Ensemble, nous devons répondre aux arguments fallacieux de la commission Pébereau et tracer la voie d'un assainissement des finances de l'Etat qui ne se fasse pas au détriment du niveau de vie des français ni du renouveau des secteurs publics.

La bonne nouvelle de Cancun ne s'est pas reproduite. « Ils » ont gagné. Nous avons perdu. En quoi est-ce leur victoire et quelles leçons en tirer, c'est le propos de cette dernière note de la série consacrée à la 6e conférence ministérielle de l'OMC. Je tiens à remercier le groupe parlementaire européen Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique qui m'a fourni les moyens d'effectuer ce travail et de le faire en toute indépendance. Ces 6 notes ainsi que les 5 textes rédigés au quotidien depuis Hong Kong se trouvent sur le site de l'URFIG (www.urfig.org) à la rubrique Hong Kong.

UNE VICTOIRE DU BUSINESS , UN ECHEC POUR LES PEUPLES

Les élites politico-médiatiques occidentales soulignent les gains obtenus par les pays en développement. Mais ils omettent d'indiquer que pour ces miettes concédées parcimonieusement par les gouvernements occidentaux totalement au service des firmes transnationales, les pays en développement vont avoir à subir le coût des décisions favorables aux pays riches. Un compte rendu honnête de l'accord de Hong Kong exige une présentation complète de ce que les pays en développement ont obtenu et de ce que les pays riches ont obtenu que les pays en développement vont avoir à subir.

AGRICULTURE

On a offert une promesse et un engagement aux pays du Sud :

a) la promesse : le droit des pays en développement à protéger leurs produits qui sont d'une importance vitale. Mais ce n'est qu'une promesse et on sait ce qu'elles valent quand elles viennent des Européens et des Américains ; à l'OMC ils en font depuis 1994 et elles n'ont jamais été transformées en décisions concrètes.

b) l'engagement : éliminer d'ici à 2013 les subventions à l'exportation et les aides équivalentes. Mais les subventions européennes à l'exportation représentent seulement 3,5% de soutien total que l'UE accorde à son agriculture. Et leur élimination se fera de manière « progressive et parallèle », ce qui signifie, en langage décodé, que UE et USA vont se surveiller mutuellement pour vérifier s'ils avancent au même rythme. De belles empoignades en perspective dont les victimes seront encore une fois ceux qui souffrent de ces subventions.

Le texte ne prévoit pas l'élimination des subventions internes des pays riches qui entraînent le dumping et il ne propose pas un renforcement du contrôle sur les aides autorisées. Le dumping mondial va se poursuivre, détruire des centaines de milliers de fermes et briser des millions de vies. Il n'y a aucune garantie que les pays en développement auront un accès assez significatif aux marchés du Nord.

Et surtout, mais je conviens qu'il s'agit d'une autre logique, aucune disposition n'a été prise qui respecterait un droit fondamental des peuples : la souveraineté alimentaire. Au nom du libre échange, on entend imposer un système où l'alimentation des peuples dépendra de quelques firmes agroalimentaires sans le moindre respect pour le droit de choisir son alimentation, sans le moindre respect pour les modes de production librement choisis par les paysans, sans le moindre respect pour la qualité de la vie et du cadre de vie. Hong Kong ouvre la voie à la domination du monde par quelques grandes firmes privées de l'agro-industrie.....

COTON

Sur le coton, les Etats-Unis doivent éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation, mais ce n'est finalement que le respect d'une décision de justice. Et surtout cela ne concerne pas l'essentiel. Car les subventions à l'exportation ne représentent que 10% du montant total concerné. La proposition ne règle pas le problème des aides internes dont la preuve a été administrée: Vingt-cinq mille producteurs américains pèsent plus lourds que des millions qu'elles faussent le commerce et facilitent le dumping. (...)

On consentira un sourire amère quand on lira qu'à Hong Kong, les pays africains ont reçu le droit d'exporter leur coton vers les Etats-Unis qui sont exportateurs nets de coton ; De qui se moque-t-on ?

OUVERTURE DES MARCHES AUX PRODUITS NON AGRICOLES

Pour la première fois dans le système commercial multilatéral, tous les pays membres de l'OMC vont être tenus d'appliquer une formule unique de réduction des droits de douane qui affecte tous les produits.

Ainsi, les produits manufacturés des pays riches vont pouvoir concurrencer ceux des pays en développement sans que ces derniers puissent protéger leurs entreprises, leurs propres activités manufacturières. Comme si les uns et les autres se trouvaient sur pied d'égalité dans cette compétition. (...)

L'ouverture des marchés aux produits non agricoles concerne également les ressources naturelles en ce compris les minéraux, les forêts, les zones de pêche. Les conséquences sur l'environnement risquent d'être catastrophiques pour une planète dont la survie est désormais directement menacée par les nuisances des pratiques productivistes.

PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)

Au-delà d'une rhétorique surabondante sur la nécessité de rencontrer les préoccupations spécifiques des PMA, rhétorique relayée avec la même abondance par la plupart des médias qui ont décidément abandonné toute forme d'indépendance intellectuelle, les PMA ont obtenu un geste qui réclame un examen critique : le libre accès aux marchés des pays riches « en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des PMA ».

Mais les pays riches gardent le droit de limiter cette ouverture à 97% des produits en provenance des PMA, ce qui leur laisse la liberté d'appliquer des quotas et des taxes sur les 3% restants dans lesquels il leur est loisible de faire figurer les principales exportations des PMA : riz, sucre, textiles, par exemple. Comme l'observe avec pertinence Martin Khor, directeur de Third World Network, « on a concédé des droits aux PMA dans des domaines où ils ne peuvent pas les exercer. »

SERVICES

Les modalités de la négociation sur la mise en oeuvre de l'AGCS voulue par l'Union européenne et ses 25 gouvernements ont été adoptées. Par les techniques décrites dans ma note IV du 5 décembre, il sera possible de contraindre des Etats à libéraliser des activités de service. Un calendrier a même été arrêté qui devrait conduire à des résultats concrets à la fin de 2006. Aucune activité de service n'est à l'abri, sauf l'armée, la magistrature, les forces de l'ordre et les services administratifs des pouvoirs nationaux, régionaux et locaux. La santé, l'enseignement, les transports, les services sociaux, les services culturels et audio-visuels (et ce ne sont que quelques exemples), quel que soit le niveau territorial où ils sont fournis et quel que soit le pays, sont désormais la cible des gouvernements les plus libéraux. (...)

DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET SANTE

Un crime contre l'humanité est désormais légalisé par les gouvernements des Etats membres de l'OMC. Parce que l'Union européenne, les USA et la Suisse entendent protéger les plantureux bénéfices des multinationales pharmaceutiques, ils ont décidé de figer dans un traité international la décision provisoire du 30 août 2003 sur l'accès aux médicaments essentiels dans les pays n'ayant pas de capacité de production pharmaceutique. Or, il a été démontré que le mécanisme mis en place par cette décision est impraticable.

Rien n'a changé : ceux qui sont malades ne peuvent se soigner parce que le prix des médicaments est trop élevé. En 2005 ! Le sort de millions de gens laisse totalement indifférents les gouvernements de l'Union européenne et les partis politiques qui les soutiennent. Tout ce qu'ils proposent, c'est le retour à la charité qui est la plus insidieuse négation des droits fondamentaux de l'homme. (...)

CONCLUSIONS : LE NECESSAIRE BILAN Ce bilan est triple :

a) les progrès économiques annoncés par le libre échange non régulé et non modulé voulu par les accords de l'OMC ne se sont pas vérifiés (...)

b) les engagements pris à l'égard des pays en développement et en particulier les plus pauvres d'entre eux n'ont pas été tenus. (...)

c) Hong Kong consacre l'échec d'une illusion

De nombreux gouvernements, dans le Sud, ont cru de bonne foi aux promesses des Accords de Marrakech de 1994 et du programme de négociation arrêté à Doha en 2001. D'autres n'y ont pas cru, mais ils ont fait semblant d'oublier que ces promesses n'avaient pour seul but que d'obtenir leur adhésion à des propositions très favorables aux pays riches. (...)

CONSTRUIRE L'ESPERANCE...

Comment ne pas ressentir profondément que ce qui est en cause, c'est la souveraineté des peuples et, au-delà, la dignité de la personne humaine ? Les conquêtes politiques et sociales pour lesquelles nos aînés se sont tant battus parfois jusqu'au sacrifice de leur vie sont les cibles directes des accords de l'OMC et des négociations en cours. Priver le suffrage universel de toute effectivité, priver les pouvoirs publics de toute capacité d'action, démanteler les systèmes de redistribution de la richesse produite, c'est à cela que s'emploient libéraux de droite et de gauche à la solde du patronat lorsqu'ils négocient à l'OMC.....

De Spartacus au Che, nous avons subi beaucoup de défaites. Mais le combat continue. Aucune défaite ne détruira la dignité qui est en chaque être humain. Après que la nuit soit tombée sur Hong Kong, le soleil s'est levé sur La Paz.

Raoul Marc JENNER, chercheur auprès du mouvement social

